POLITIQUES PUBLIQUES, CAMPAGNES ET DECROISSANCE

Les actes du séminaire 2021

Alors qu'une grande majorité des français exprime fermement leur désir de vie à la campagne, ce séminaire vise à rendre compte des transformations contemporaines à l'œuvre dans les campagnes non-attractives en proie à des difficultés socio-économiques.

En effet, si de nombreux espaces ruraux « renaissent » depuis le début des années 2000, d'autres, sous l'effet conjugué du « retrait de l'État des territoires », de la chute de l'emploi agricole et de la désindustrialisation, font face à d'importantes situations de vulnérabilité. Par le prisme de l'interdisciplinarité, ce séminaire envisage de mettre en lumière les évolutions politiques et sociales inhérentes à ces territoires. Nous interrogerons plus précisément la recomposition du pouvoir politique local, la dimension spatiale des évolutions socio-démographiques et les ressorts des difficultés structurelles observées.

Mardi 23 février 2021 (11h-13h)

« Évolution socio-politiques et territoires ruraux en déclin »

Benoit Coquard, sociologue à l'INRAE, auteur de *Ceux qui restent. Faire sa vie dans les campagnes en déclin* (La Découverte, 2019)

Mardi 30 mars 2021 (11h-13h)

« La fabrique et le travail du personnel politique local »

Frédéric Nicolas, sociologue à l'INRAE, coordinateur avec Gilles Laferté et Sébastien Vignon du numéro d'Études rurales consacré aux « élus locaux et notabilités » (2019)

Mardi 27 avril 2021 (11h-13h)

« Les services publics dans les territoires de faible densité »

François Taulelle, géographe, co-auteur de l'ouvrage Services publics et territoires (Presses Universitaires de Rennes, 2017)

Mardi 25 mai 2021 (11h-13h)

« L'immigration dans les dynamiques démographiques et sociales des espaces peu denses »

Julie Fromentin, doctorante en géographie à l'INED (Université Paris 1)

CAMPUS CONDORCET PARIS - AUBERVILLIERS
L'ECOLE DES HAUTES ETUDES EN SCIENCES SOCIALES
GEOGRAPHIE-CITES UMR 8504

Mardi 23 février 2021 (11h-13h)

« Évolution socio-politiques et territoires ruraux en déclin »

Benoit Coquard, sociologue à l'INRAE, auteur de *Ceux qui restent. Faire sa vie dans les campagnes en déclin* (La Découverte, 2019)

Je suis heureux d'intervenir auprès de géographe, un exercice que je n'ai pas encore eu l'occasion de faire depuis la sortie du livre. Le rural a été un peu éclipsé ns la recherche, pourtant il existe une longue tradition en la matière. Il y a un renouveau de l'intérêt pour ces territoires dans les champs médiatique et scientifique.

L'attachement au rural permet aux élus locaux et nationaux, notamment, d'exprimer une forme de « proximité » vis-à-vis des citoyens ; une idée qu'il faut déconstruire. La ruralité, en France, concentre aujourd'hui une part importante des classes populaires et constitue une sorte de « miroir inversé » des grandes agglomérations urbaines. La proportion des cadres y est, par exemple, beaucoup plus faible.

L'image que l'on se fait des territoires ruraux est décalée de la réalité, probablement en raison de son éloignement des lieux où se produisent les images du monde sociale. Les principaux médias et lieux de la recherche sont installés dans les grandes villes. C'est la raison pour laquelle il faut aller voir ce que les gens vivent en faisant des enquêtes de terrain. Il faut questionner les lieux communs.

Ma démarche est celle de l'enquête ethnographique. J'ai essayé d'emblée de me mêler des sociabilités quotidiennes de mes enquêtés. Le premier groupe auquel je me suis intéressé était celui d'étudiants venus de Haute-Marne : des enfants d'ouvriers ou d'employés ayant grandit dans des territoires très impactés par la crise de l'industrie locale. Je me suis intéressé à leurs parcours scolaires. Il y a une très forte valorisation des filières courtes dans les milieux ruraux en les présentant comme plus sélectives que les filières universitaires (en omettant de parler des classes préparatoires). Les filles qui partent, mais gardent un lien avec le territoire, deviennent pour ceux qui restent : « celles du weekend ». Elles sortent progressivement des réseaux d'interconnaissances locaux.

A partir de là, j'ai choisi de me réinstaller dans une campagne en déclin en faisant en sorte de me décaler de mon territoire d'enfances en procédant par étoiles d'interconnaissances.

J'ai étudié le rapport entre celles qui partent et ceux qui restent dans un département qui, depuis 30 ans, voit sa population diminuer et ses usines fermer. Il faut préciser que parmi ceux qui restent il y a différents groupes. Les plus précaires, par exemple, se sentent « grillés » sur le marché du travail et peuvent être stigmatisés par les autres.

Les vrais potes « sur qui compter » sont des groupes composés des gens qui se voient régulièrement « chez les uns les autres », ce qui remet en cause l'idée d'un repli notamment véhiculée par la thèse de la « France périphérique ». Ces groupes investissent, du coup, beaucoup dans la propriété. Ils mobilisent notamment le capital hérité de leurs grands-parents et leurs savoirs-faires pour y accéder. Les milieux populaires ont moins de ressources économiques et culturelles que les autres. Ils n'ont pas le luxe de se « replier derrière leur télé ». Être un « bon hôte » est par exemple un enjeu important pour se faire une place « dans la bande potes ».

Il y a une nostalgie vis-à-vis du passé qui se transmet de façon genrée. L'idée que « c'était mieux avant » est largement partagée. Il y a encore de l'emploi pour les hommes (les femmes sont davantage concernées par la désindustrialisation) mais la situation s'est globalement dégradée. Ils vivent dans des territoires en déclin, où la concentration des milieux populaires se renforce. Les classes populaires qui y vivent sont dominées à l'échelle nationale mais à l'échelle locale ne le sont pas. Le vote FN, par exemple, est ainsi quelque chose de légitime localement.

Ces jeunes ont un très fort attachement au cadre qui leur permet une forme de reconnaissance (ressources liées au capital d'autochtonie). La faible taille du marché de l'emploi peut entrainer des formes de concurrences entre des « gars qui ont grandi ensemble » et faire « exploser des groupes d'amis ». Cette situation structure la vision de ces jeunes en remettant en cause l'idée selon laquelle « on peut être solidaire de toutes et tous ». La solidarité se fait d'abord vis-à-vis des membres de la « bande de potes » selon le principe du « déjà nous ». Il y a d'ailleurs une sorte de recyclage symbolique entre ce « déjà nous », du local, et les thèses de l'extrême droite.

Quelle est la place de l'espace du centre-bourg pour ceux qui restent ? Perçoit-on l'émergence de nouveaux lieux centraux qui remplaceraient, par exemple, le café ?

La disparition des lieux de sociabilité est liée aussi à la réduction du marché de l'emploi. Les « chez soi » apparaissent, dans ce cadre, comme des alternatives à ces espaces. L'un des couples enquêtés a par exemple réaménagé son logement comme une boite de nuit. En parallèle, il y a beaucoup d'initiatives d'élus locaux pour accompagner l'ouverture de cafés mais les bars étaient autrefois attachés à des lieux de travail. C'est plus compliqué aujourd'hui.

Comment étudier un cadre familier ? Quelles sont les spécificités de ta démarche ? Enfin, comment articuler ton approche ethnographique avec une approche plus quantitative ?

« Personne va s'intéresser à nous », ce sentiment de ne pas « être digne d'intérêt » revenait beaucoup. En même temps, certainement parce que j'avais un habitus en commun avec eux, ils n'avaient pas de difficulté à me parler. J'ai voulu dans un premier temps m'éloigner de mes proches, ce que m'a permis la recherche d'enquêtés par étoiles d'interconnaissances.

Concernant, le quanti, je pense qu'il faut avoir des enquêtes localisées qui mêlent des approches plus macro. Cela permettrait de mieux cerner les espaces de circulations, par exemple. On peut essayer de spatialiser, par exemple, les rapports aux normes telles que les envisageait Pierre Bourdieu dans La Distinction. Je crois que cela permettrait aussi de comprendre les formes d'autonomies culturelles.

Comment les politiques publiques locales prennent en considération les évolutions spécifiques de la ruralité ?

Les loisirs les plus pratiqués en France, comme la pêche ou le foot, sont très pratiquées par les jeunes ruraux. Elles sont mal considérées par les pouvoirs publics malgré le rôle que ces pratiques peuvent jouer dans les sociabilités locales dans ces territoires.

Du côté des élus locaux, les choses sont un peu différentes. Ces derniers mettent en avant le foncier accessible et l'accès rapide à la nature. C'est aussi une façon de compenser l'absence de patrimoine urbain. Quoiqu'il en soit, c'est toujours du côté des allochtones qu'on va essayer de voir quels seraient les moyens de redynamiser l'économie et, par effet de domino, les sociabilités.

Je travaille sur un territoire qui a toujours voté à droite ou à l'extrême droite. Même aux heures du PCF le plus dominant, un tiers de la classe ouvrière votait à droite. Les élus veulent aider les investisseurs. C'est l'un des écueils que rencontrent certains décideurs que j'ai eu l'occasion de rencontrer.

Les décideurs locaux adhèrent souvent à l'idée de « France périphérique ». Les élus locaux font parti d'une classe sociale minoritaire dans la population de ces territoires mais ce discours permet de se présenter comme des dominés à l'échelon national alors que, localement, ce sont les dominants. Le passage à l'intercommunalité a renforcé l'écart entre les catégories populaires rurales et leurs élus.

Quelques jeunes de classes populaires s'investissent dans la vie politique locale mais ils sont extrêmement minoritaires. Le mouvement des Gilets jaunes a été, dans ce contexte, très important dans ces espaces-là. Beaucoup de jeunes se sont engagés à ce moment-là.

•••

En même temps, les mécanismes de sélection étant ce qu'ils sont, les représentants du mouvement étaient tous issus des grandes villes. Ces jeunes s'investissent également dans des associations (sport, chasse, etc.)

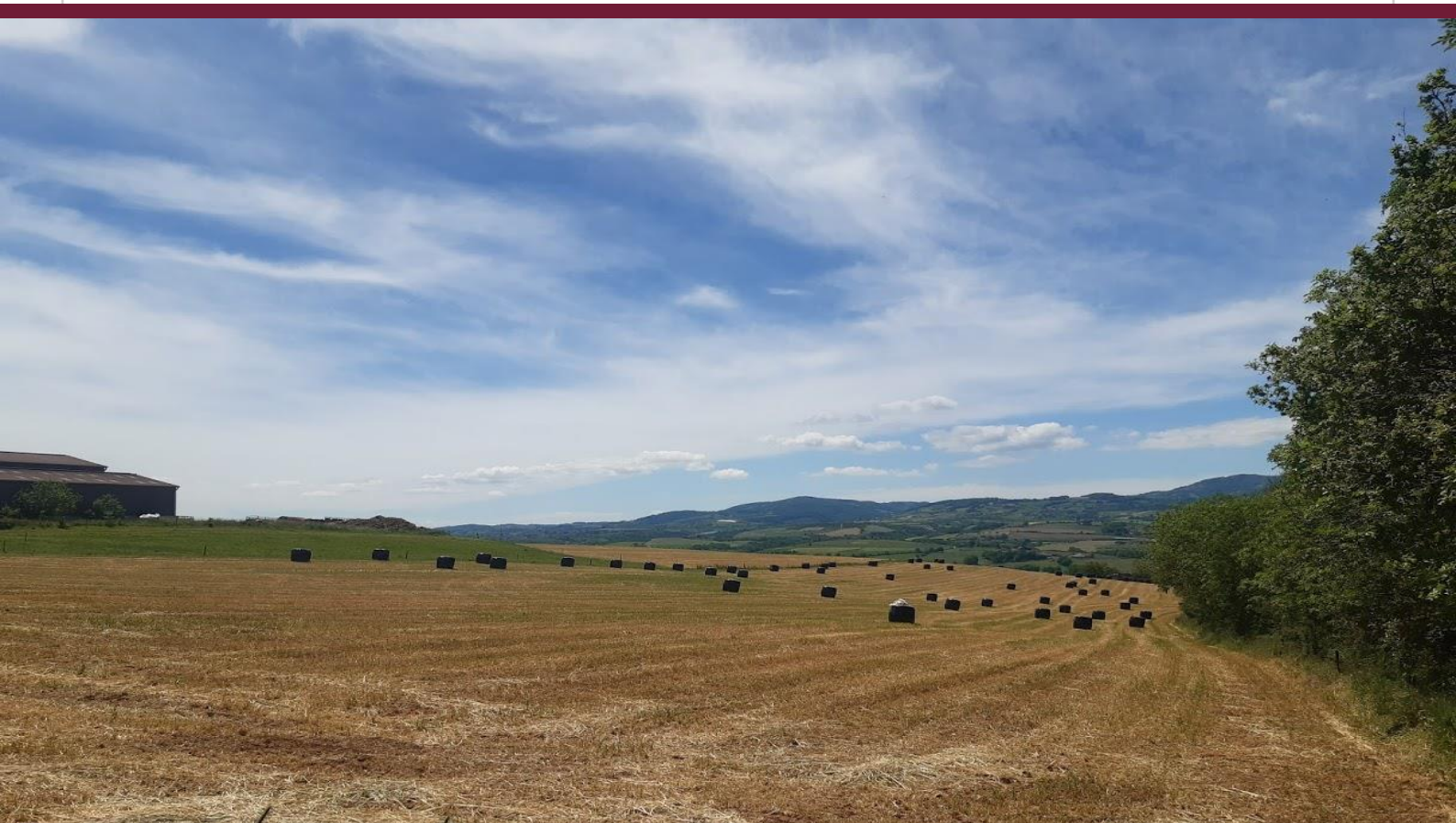
Quelle est la place des agriculteurs dans les sociabilités locales ?

D'abord, il y a deux types d'agriculteurs. Celui, d'une part, qui est tellement pris dans son boulot, qui voit beaucoup de monde, va peu s'investir dans les autres réseaux de sociabilité. Celui, d'autre part, qui est présent dans les associations sportives, qui chasse, qui s'investi dans les réseaux de sociabilités locaux. Idem, au sein des ouvriers agricoles, certains s'en sortent bien, d'autres non. Les sociétés agricoles sont trans-classes même si les précaires seront dans des groupes plus petits. Il y a des entrepreneurs de moral : des gens qui ont une influence importante dans leurs groupes d'amis, qui font figure d'accomplissement.

Quid des évolutions liées à la crise sanitaire ?

C'est compliqué pour les chercheurs d'enquêter en ce moment. Nous n'avons pas les protections des journalistes. J'ai recueilli des discours sans observer les pratiques, donc je suis prudent, qui m'indiquaient que le monde allait de plus en plus mal, que le monde risquait de s'effondrer, qu'il fallait d'abord se fier aux « vrais potes sur qui compter ». Les jeunes ruraux de ces territoires avaient aussi du mal avec le traitement médiatique de la ruralité qui ne correspondait pas avec ce qu'ils vivaient. Finalement, il y a de nombreux liens entre ce qu'ils vivent et ce que vivent les jeunes de banlieues.

Bref, sur le Covid je ne sais pas trop, sinon qu'il y a une volonté de resserrer les liens. Cependant, n'oublions pas qu'il y a, avec ou sans Covid, milieu rural et milieu rural. Le télétravail profitera peut-être à certains territoires ruraux mais permet aussi aux classes dominantes d'éviter de se mélanger avec les classes populaires. Ce serait intéressant de voir qui sont vraiment les télétravailleurs qui viennent s'installer dans le rural !



Mardi 30 mars 2021 (11h-13h)

« La fabrique et le travail du personnel politique local en milieu rural »

Frédéric Nicolas, sociologue à l'INRAE, coordinateur avec Gilles Laferté et Sébastien Vignon du numéro d'Études rurales consacré aux « élus locaux et notabilités » (2019)

Je tiens à remercier Achille et Anton de m'avoir invité à présenter le dossier que nous avons coordonné avec Sébastien Vignon et Gilles Laferté sur les élus locaux et les notabilités pour la revue Études rurales. Quand ils me l'ont demandé, j'ai accepté avec grand plaisir parce que travailler avec Sébastien, Gilles et l'ensemble des contributeurs au numéro a vraiment été très stimulant tout au long du processus de publication. C'est un plaisir d'être invité et discuté dans un laboratoire de géographes : ayant moi-même un parcours pluridisciplinaire, je sais la valeur de la confrontation des points de vue disciplinaires sur un même objet.

La première chose qu'il faut peut-être que je souligne, c'est que je ne travaille pas directement ou pas seulement sur les politiques publiques dans les mondes ruraux, mais que mes objets d'enquête m'ont amené à développer cette dimension et à proposer une sociologie de l'action publique territoriale largement centrée sur les guichets et le travail d'encadrement des mondes agricoles : que cela soit dans mon enquête de doctorat sur la professionnalisation de l'agriculture biologique ou dans ma recherche postdoctorale sur les effets de la présence du loup sur la santé et le travail des éleveurs, le rapport des agriculteurs à l'État et aux organisations professionnelles est interrogé et vise à comprendre le recours et le non-recours aux dispositifs d'accompagnement et d'encadrement, et les effets de ces derniers sur les trajectoires et les mobilités sociales et géographiques des individus.

Un deuxième élément de contexte avant de rentrer dans la présentation du dossier elle-même : c'est le contexte de production de ce numéro. Ce numéro est le produit de deux évènements scientifiques organisés à un an d'intervalle par Sébastien Vignon et Gilles Laferté en 2016, et par Yves Pourcher et moi-même en 2017 qui n'avaient pas vocation à s'articuler à l'origine.

Ces deux évènements participent en revanche d'un mouvement plus large de renouvellement de la sociologie des mondes ruraux. Celui-ci, comme tout renouvellement, se construit en réaction à des traditions de recherche portant sur le même objet.

Je passe très vite là-dessus, mais disons qu'un certain nombre de travaux de sociologie ont, durant les 20 dernières années, remis en question certains tropismes des études rurales. Ces tropismes, on peut en faire une liste à la Prévert, même si elle est incomplète : ce sont ceux qui consistent à assimiler les mondes ruraux aux seuls mondes agricoles, à la déprise, à la désertification ou à la décroissance, à leur traduction politique dans la violence, le conservatisme, le vote aux extrêmes ou le désintérêt pour la chose publique ou la dépolitisation ; ce sont ceux qui consistent à voir la vie politique des mondes ruraux qu'à travers le prisme d'un atavisme politique qui peut prendre la forme de l'amateurisme, du clientélisme, du cumul des mandats, etc. Mais ce renouvellement de la sociologie rurale ou des études rurales plus généralement ne se construit pas seulement en opposition ou en réaction à la geste folklorisante de certains chercheurs étrangers proposant des monographies de village français. Il passe également par des propositions épistémologiques, théoriques et méthodologiques qui font la spécificité de ces travaux :

- Cela implique, d'un point de vue épistémologique, d'abandonner toute volonté de parler des mondes ruraux en général et de leur évolution globale, de prophétiser par exemple sur la « fin des paysans ».
- Cela implique, d'un point de vue méthodologique, d'avoir recours et souvent de combiner les outils de l'ethnographie et de la sociohistoire, et de les utiliser dans leur pleine potentialité.
- Cela implique également de donner toute leur importance aux dynamiques de structuration et de différenciations sociales ;
- Cela implique, enfin, de s'intéresser aux formes d'encadrement des mondes ruraux, qu'elles soient politiques mais pas seulement.

Le dossier du numéro que je vous présente ici est composé d'une introduction écrite à 3 accompagnée de 7 articles individuels :

- Le 1er article est celui de Stéphanie Guyon, qui travaille sur les fondements sociaux du pouvoir politique en Guyane entre 1949 et 1983, et plus particulièrement à Saint-Laurent-du-Maroni. Comme le dit l'auteure, sa « démarche consiste à saisir la dynamique des hiérarchies coloniales, des rapports sociaux de classe et de genre, en interrogeant la manière dont ils pèsent sur la vie politique locale.

- Le 2e article est écrit par Gilles Laferté et vise à faire une sociologie des élus ruraux du Châtillonnais en adoptant une perspective sociohistorique qui couvre les XIXe, XXe et début du XXIe siècles : cet article permet notamment de revenir sur la question de la professionnalisation politique des élus ruraux et de remettre sur le métier les notions de notables, de notabilités et de notabilisations.
- Dans le 3e article, Marie-Pierre Wynands interroge ce que la démocratie chrétienne fait à deux trajectoires centristes dans les milieux ruraux, celles de Pierre Méhaignerie et de Marcel Deneux. Elle montre notamment que la démocratie chrétienne ne se résume pas à une offre idéologique, mais qu'elle trouve à se réaliser à travers des sociabilités catholiques qui permettent l'entrée en politique, la notabilisation et la professionnalisation de ces deux figures centristes.
- L'article suivant, celui de Victor Marneur interroge la fabrique des trajectoires, de la légitimité et des conditions de réussite des femmes maires de petites communes en Gironde, notamment à partir du prisme territorial. Pour le dire autrement, l'analyse de Victor Marneur mobilise le genre et les caractéristiques de ces petites communes pour saisir l'inégal accès et succès de ces femmes maires de petites communes rurales.
- Dans le 5e article, ce sont au moins autant les élus que les salariés des structures intercommunales rurales qui intéressent David Guéranger. Il se pose notamment la question de ce que révèlent les stéréotypes véhiculés par les directeurs généraux des services sur leurs élus, notamment ce que cela révèle de la division du travail politique dans ces intercommunalités rurales. Son article permet ainsi de ne pas prendre au pied de la lettre les procès en incompétence, en apolitisme et en conservatisme auxquels peuvent donner lieu les interactions des DGS avec leurs élus, mais de comprendre les fondements sociaux, institutionnels et politiques de cet apparent mépris de classe.
- Le 6e et avant-dernier article est écrit par Sébastien Vignon et concerne les maires ruraux dans les intercommunalités. Il porte plus spécifiquement la focale sur les contraintes de rôle et les tensions qui émergent dans l'exercice de ce « petit » cumul des mandats, entre mandats communaux et intercommunaux.
- Mario Bilella clôture le dossier avec un article consacré à une liste municipale collégiale et participative et s'interroge sur le travail des frontières qu'implique la mise en place de ce qu'il appelle une « innovation politique ». Le caractère socialement situé de cette innovation nous dit-il en empêche la pleine réalisation, posant ainsi une question qui traverse le dossier sur la manière dont s'articulent la structuration sociale et la structuration politique des mondes ruraux.

Une bonne partie du numéro consiste d'une part à mettre en lumière la grande variété des formes de notabilité et leurs effets différenciés sur le recrutement et le travail politique (1.1.), et d'autre part à montrer que les notabilités ne sont pas le seul produit d'un héritage, qu'il soit familial ou politique, mais qu'elles font l'objet d'un travail politique à part entière, qui consiste à les acquérir, à les mettre en forme, à les mettre en scène ou à en tirer un profit politique (1.2).

Au final, ces deux dimensions nous permettent d'interroger le recrutement et le travail politiques à l'intersection du champ politique et des scènes de sociabilités ordinaires. Cette dimension est particulièrement travaillée dans les articles de Gilles Laferté et de Stéphanie Guyon, dont les perspectives sociohistoriques nous permettent de comprendre l'évolution des formes de notabilités en même temps que la diversité et la valeur relative des profits symboliques et politiques qui y sont associés selon le contexte historique et/ou territorial.

Un autre résultat du numéro sur lequel il faut insister : les notabilités sont davantage le produit d'un travail politique que d'un héritage. Dit autrement, faire reposer sa carrière politique sur les notabilités implique un travail et des formes de mobilisation dont les élus ne peuvent faire l'économie. À rebours des travaux qui considèrent la notabilité comme l'antithèse de la professionnalisation politique, nous montrons à travers plusieurs articles du numéro que la fabrique, l'entretien et la valorisation politique des notabilités participent de ce processus de professionnalisation dans les mondes ruraux.

En parallèle de notre réflexion sur les différentes formes de notabilités, leurs effets variés et le travail proprement politique qui consiste à en tirer un profit proprement politique, c'est aussi à une réflexion sur la nature du pouvoir politique dans les mondes ruraux que nous invitons. Plus précisément, on considère avec les auteurs du numéro que la conquête et l'exercice du pouvoir et le produit aussi bien de luttes sociales que de configurations institutionnelles. Pour le dire encore autrement, l'évolution de la morphologie sociale des mondes ruraux, de même que la variété de ces évolutions, ainsi que l'évolution des conditions institutionnelles d'exercice des métiers politiques dans les mondes ruraux contribuent à façonner des pratiques et des rapports au politique singuliers dont on présente un échantillon dans le numéro.

En partant de ce postulat, nous nous intéressons avec les auteurs, d'une part aux différentes formes de division du travail politique dans les mondes ruraux (institutionnelle, formelle, sociale, morale, sexuelle, raciale, familiale, etc.) (2.1) et d'autre part aux manières dont sont définis et négociés les pratiques et les rôles politiques dans les mondes ruraux (2.2).

Il faut peut-être d'abord rappeler un résultat classique de la sociologie politique, à savoir que la professionnalisation politique renvoie à l'autonomisation d'un champ politique possédant ses propres enjeux et ses propres modalités de lutte, et que cela se traduit concrètement par l'apparition de métiers politiques (au pluriel) contribuant à des formes de spécialisation et de technicisation de l'activité politique, et donc à une forme de division du travail politique, qui a tendance à s'accentuer. Un autre aspect de la professionnalisation politique à rappeler, c'est aussi que ce processus correspond à une forme de démocratisation des métiers politiques. Un des enjeux du dossier est dès lors de montrer comment cette autonomisation du champ politique, cette spécialisation et technicisation des tâches politiques et cette démocratisation du métier se passent concrètement dans les mondes ruraux, mais sans toutefois s'en tenir au modèle dominant, diffusionniste, de la professionnalisation politique, mais plutôt en essayant de comprendre la professionnalisation politique comme le produit d'une division du travail politique qui prend des formes multiples : sociale bien entendu, mais aussi morale, familiale, institutionnelle, sexuelle ou raciale.

Enfin, comme je l'ai dit un peu auparavant, de nouveaux rôles politiques émergent avec les réformes de l'action publique, que cela soit pour les élus ou pour le personnel des administrations territoriales : c'est le cas notamment des présidents et vice-présidents des intercommunalités ou des directeurs généraux des services dans les collectivités territoriales. Ainsi, un des partis-pris du numéro consiste à mobiliser à la fois la sociologie des institutions à la manière de Jacques Lagroye, et à la fois la sociologie interactionniste américaine, notamment la sociologie du travail interactionniste. D'un côté, cela implique de s'intéresser à la fabrique d'hommes d'institution, façonnés par des expériences de socialisation singulières participant à l'acquisition et à l'incorporation de normes et de valeurs propres à ces institutions : cette dimension est particulièrement mise en lumière par Marie-Pierre Wynands et par David Guéranger. D'un autre côté, cela implique de comprendre le caractère négocié de certains rôles politiques, en portant la focale sur les interactions, les arrangements, les détournements, les braconnages ou les logiques pratiques qui contribuent à construire les pratiques et les rôles politiques individuels : cette dimension est particulièrement prégnante dans l'article de Sébastien Vignon, et dans une moindre mesure dans celui de David Guéranger.

Enfin, cela implique de s'intéresser aux logiques de conversion des dispositions et des ressources professionnelles dans le champ politique localisé, comme le font entre autres Mario Biella, Sébastien Vignon et Victor Marneur. Comme on le voit tout au long du dossier publié dans Études rurales, un de nos objectifs était donc de proposer de réfléchir à la complexité de l'imbrication des dynamiques sociodémographiques, institutionnelles et politiques, cela dans une perspective à la fois sociohistorique et ethnographique. Le résultat est ce qu'il est. On n'a sûrement pas épuisé le sujet et il y aurait encore beaucoup de matière à investiguer empiriquement et théoriquement, mais je vous propose de m'arrêter là pour l'instant.

•••

Comme vous l'aurez compris, l'idée derrière le numéro était aussi de proposer un bilan d'étape permettant de faire le point sur la sociologie du pouvoir dans les mondes ruraux et d'encourager la discussion ainsi que d'autres travaux. En plus des questions d'approfondissement ou les critiques que vous pourriez adresser au numéro, je serais donc intéressé et heureux de vous entendre parler de vos propres travaux et des manières dont vous travaillez cette question du pouvoir dans les mondes ruraux. La discussion pourra peut-être aussi me permettre de dire un ou deux mots sur mes propres travaux, qui touchent plus ou moins directement à ces questions de pouvoir dans les mondes ruraux, même si cela concerne davantage les mondes professionnels que le champ politique. Merci pour votre attention.

Compte tenu de l'éclatement des formes de notabilité est-il encore pertinent d'utiliser la notion ?

Le numéro souligne les différents profils de notabilité. Je pense que c'est une notion toujours pertinente, car elle permet de mettre en lumière comment l'honorabilité, la respectabilité, l'interconnaissance se construisent dans les territoires et comment on peut en tirer des profits politiques. La question de la notabilité permet d'interroger l'importance de la réputation dans la conquête du pouvoir. Cette notion se démarque aussi d'autres notions comme celle de capital d'autochtonie.

La question de l'intercommunalité revient beaucoup dans ce numéro. Elle participe à une forme de complexification du champ politique local. Peux-tu revenir là-dessus ?

Je ne traite pas directement de ces questions dans mes travaux. C'est aussi une des limites de l'exercice. Je présente des articles qui ne sont pas issus de mes enquêtes. Le numéro souligne cependant comment l'intercommunalité ouvre des opportunités pour les uns et en referment pour d'autres en fonction des propriétés de chacun et de la période historique. Les femmes, par exemple, accèdent encore très peu aux responsabilités au sein des intercommunalités. Idem pour les classes populaires. Comment expliquer que les agriculteurs conservent encore aujourd'hui un poids important dans le champ politique dans les territoires ruraux malgré leur recul dans la population ? Il y a d'abord un recul des agriculteurs dans ces mandats locaux. Cependant, ils restent surreprésentés alors que les classes populaires continuent d'être sous-représentées.

C'est un des résultats classiques de la sociologie des mondes ruraux : les agriculteurs sont capables de rendre des services, vont bénéficier également d'une sorte de capital d'autochtonie, ils prennent de la place du fait de leurs activités. La place qu'ils occupent dans l'espace politique est aussi le reflet de la place qu'ils occupent dans ces mondes ruraux.

Mardi 27 avril 2021 (11h-13h)

« Les services publics dans les territoires de faible densité »

François Taulelle, Ygal Fijalkow et Thibault Courcelle sont chercheurs en géographie et en sociologie à l'Université fédérale de Toulouse-Midi-Pyrénées. Ils ont notamment coordonnés en 2017 un ouvrage intitulé *Services publics et territoires. Adaptations, innovations et réactions.*

François Taulelle

Merci de votre invitation. Le travail que nous allons vous présenter aujourd'hui est donc issu de recherches engagées en 2012 à l'occasion d'un numéro de la revue Sciences de la Société, consacré au Délaissement des territoires. On s'est intéressé à l'époque à l'évolution de différents services publics dans des secteurs variés (armée, santé, poste, etc.) en Midi-Pyrénées (ancienne région). Ce travail a abouti à la rédaction d'un ouvrage commun en 2017, peu avant l'émergence du mouvement des Gilets jaunes.

L'une des ambitions de notre présent travail est d'observer si l'on assiste à un phénomène de rétraction des services publics dans les espaces ruraux ou davantage à une réorganisation. On souhaite par ailleurs étudier les répercussions locales de ces évolutions à travers des études de cas. L'idée étant, vous l'aurez compris, de concilier un panorama général (quantitatif) avec des études de cas territorialisés (qualitatif). Pour cela, nous sous sommes concentrés sur cinq départements de faible densité (moins de 50hab/km2), jugés représentatifs. Nous avons mobilisé des traitements statistiques à l'échelle nationale et départementale et un travail d'enquêtes (entretiens et questionnaires). Différents chercheurs et étudiants ont été sollicités dans ce cadre. A titre d'exemple, des chercheurs du CESAER (INRAE) ont participé aux traitements statistiques à l'échelle nationale.

La question de la définition du rural, source potentielle d'épuisement compte tenu des débats et controverses à l'œuvre, a représenté l'une des difficultés initiales. Nous avons fait le choix de considérer un critère de densité pour le résoudre.

Ygal Fijalkow

Peut-être un point d'étape avant d'entrer dans le vif du sujet. Nous avons voulu mesurer la présence des services sur les territoires pour commencer.

Du coté des bases de données, nous nous sommes appuyés sur le Base Permanente des Equipements (BPE) et sur les inventaires communaux, plus anciens. On voit qu'entre 1980 et 2013, on observe une réduction de la présence des services publics dans les territoires ruraux. Un résultat à l'échelle nationale qui dissimule des dynamiques locales plus fines, d'où notre envie de réaliser des enquêtes localisées. Quinze entretiens ont donc été menés sur chacun des territoires auprès d'élus locaux, de responsables associatifs, d'opérateurs, de commerçants, etc. En parallèle, nous avons conduit une enquête par téléphone, auprès de 1500 habitants âgés de plus de 15 ans. L'analyse est toujours en cours. Les résultats livrés ici sont brutes.

Premier résultat. Il ressort de notre enquête un sentiment d'éloignement croissant des habitants vis-à-vis des services publics. Par exemple, 35 % de la population considère que les équipements de santé sont trop éloignés de leur lieu de résidence. Les impôts et les trésoreries sont également jugés trop éloignés. Une partie de ces résultats est sans doute à considérer au regard des caractéristiques socio-démographiques des territoires étudiées (surreprésentation des retraités). Cette perception est le résultat d'une réalité objective et le reflet de besoins et d'usages.

Deuxième résultat. La Poste apparaît comme le service le plus fréquenté (75 % de la pop dit s'y être rendu au cours des 12 derniers mois). Là encore, le profil des habitants y est sans doute pour quelque chose. La Poste est un espace de sociabilité et remplie, comme d'autres services, également une fonction sociale.

Troisième résultat. La téléadministration se développe. 52 % des habitants interrogés disent y avoir recours. Cependant, cette téléadministration opère un filtrage sélectif. Les plus fragiles sont redirigés vers les guichets. Par ailleurs, seulement 9,2 % des enquêtés disent s'être rendu dans une Maison de Service au Public (MSP). Un équipement qui se développe mais demeure peu connu.

Quatrième résultat. L'expression d'un malaise apparait dans notre enquête. Par exemple, 30 % des personnes interrogées se disent se sentir à l'écart des services. Un malaise encore plus marqué pour ceux qui habitent depuis plus de 10 ans dans les territoires étudiés. On observe que l'extrême droite ne profite pas forcément de ce sentiment. Le RN n'est pas jugé plus à même de renforcer la présence des services dans les espaces ruraux.

•••

En revanche, on voit émerger systématiquement dans nos terrains d'enquête des mouvements de lutte pour le maintien de l'offre de service. A travers cette résistance il y a une défense plus large de la société locale, de la communauté locale. Cela fait penser au totem de Durkheim. A travers la lutte pour le maintien des services dans les territoires ruraux, c'est le vivre-ensemble des communautés rurales qui est défendu.

Thibault Courcelle

Merci également pour l'invitation. Je rappelle, d'abord, comme Ygal que l'on est toujours en cours d'analyse. Néanmoins, plusieurs observations. La santé est la thématique principale qui ressort de nos enquêtes. Dans ces territoires, la recherche de médecins et de spécialistes est une priorité. Un rendez-vous peut s'avérer très difficile à obtenir. L'Indre, par exemple, a mis en place à un système de bourse pour attirer les médecins. Certains voudraient contraindre les médecins à venir s'installer sur leur territoire. On a vu les maisons de santé fleurir mais ce n'est pas toujours évidant de les remplir. Il y a, parallèlement, une question autour des EHPAD qui se développent dans ces territoires allant parfois à l'encontre d'une volonté courante de maintien à domicile.

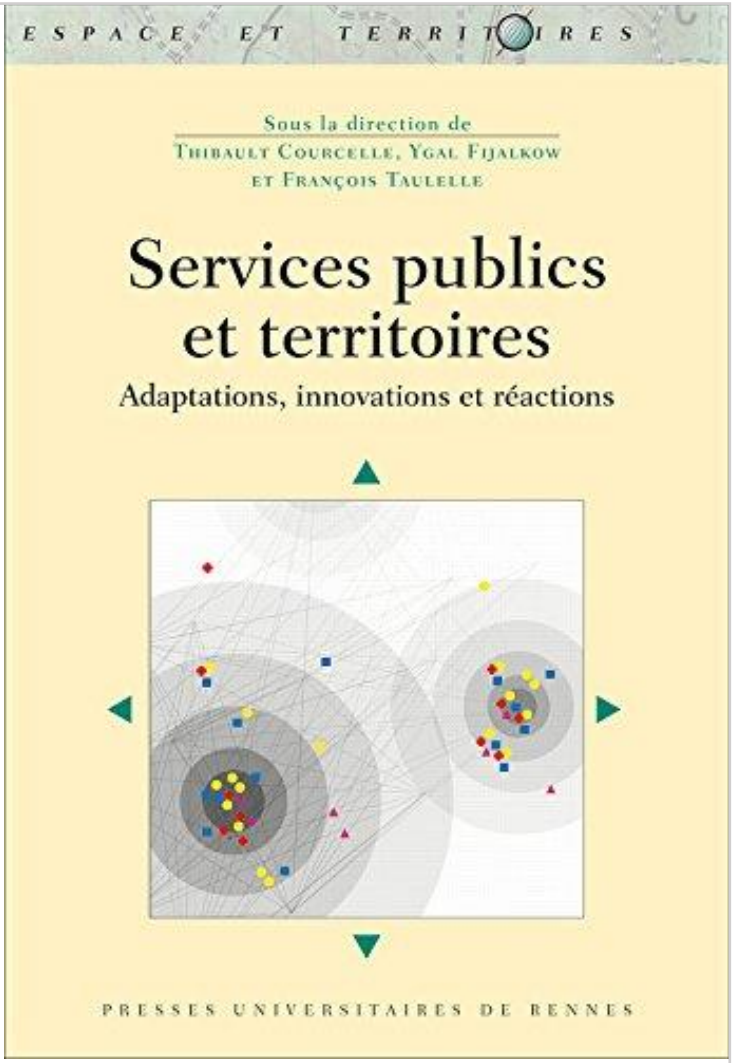
Autre thématique importante : celle des écoles. Les marges de manœuvres sont limitées en la matière. Il y a des contraintes géographiques qui freinent la mise en réseau. Il faut accepter, à ce titre, qu'il y ait moins d'élèves par classe.

La Poste est aussi un sujet majeur. Il y a un attachement très fort à ce service. Il y a eu beaucoup d'évolution liées à la fois à l'UE et au retrait de l'Etat. Les habitants jugent que le service se dégrade.

La faible densité induit aussi des déplacements plus nombreux et le plus souvent en voiture. On est sur des territoires dans lesquels les gens ont l'habitude de faire des déplacements importants. Il y a un enjeu de dépendance à la voiture et au permis. L'offre de transports en commun reste marginale.

Autre constante dans notre enquête : les mutualisations. On observe le développement de fablabs, de tiers-lieux, de maisons de service au public, même si c'est encore balbutiant. Il y a également un enjeu d'itinérance des services.

Dernière constante sur le numérique : il y a une problématique de fracture numérique. Un quart des personnes sont en situation d'illectronisme.



François Taulelle

Dans cette enquête nous nous sommes également intéressés aux initiatives locales. Les maires apparaissent comme des intercesseur territoriaux. La mairie est souvent le premier service public. Les collectivités locales suppléent de plus en plus souvent l'État. On le voit à travers trois thématiques : 1) les Maisons France Service (les subventions de l'État sont limitées), 2) la Poste (les collectivités prennent en charge une partie du personnel), 3) le permis de conduire et les passeports (les demandes auprès des communes augmentent fortement).

Ces collectivités procèdent à des bricolages institutionnels. Elles font preuve d'ingéniosité. Il y a néanmoins un risque d'isolement car ces collectivités ont du mal à partager leurs initiatives. Elles font parfois preuve d'égoïsme socio-spatiales.

Nous avons à faire à des maires entrepreneurs qui s'investissent fortement pour le développement de leur territoire. Ces derniers négocient avec les opérateurs, accompagnent des porteurs de projets, etc. Ils investissent également des services « peu visibles » (auprès des personnes âgées notamment).

Il y a un enjeu républicain autour de la présence des services publics. C'est un investissement pour l'avenir. C'est, en tout cas, une thématique extrêmement forte qui mérite d'être mise en débat pour les années qui viennent.

Julie Chouraqui (discutante)

Le terme de cohésion, dans les politiques publiques, tend à s'imposer aux dépens d'autres termes, comme celui d'égalité. Qu'est-ce que ce terme implique concrètement ?

Le vocabulaire de la cohésion vient de l'UE. Longtemps, on a parlé de convergence, aujourd'hui on préfère effectivement parler de cohésion. La convergence c'était plutôt sur des indicateurs macros. La cohésion revient à s'intéresser davantage à la réduction des inégalités sociales et spatiales.

Concernant l'aménagement du territoire, il y a toujours eu un débat sur l'usage des mots. Faut-il encourager la cohésion ou la compétitivité ?

Selon les gouvernements sont privilégiés plutôt l'un ou l'autre. Il ne faut toutefois pas trop se focaliser sur ces intitulés. Il faut regarder plutôt comment se répartissent les moyens financiers au sein des différentes politiques publiques.

Quelles différences existent-ils entre vos terrains ? Celles-ci peuvent avoir des effets sur vos résultats…

L'impression générale de notre présentation donne quelque chose d'assez homogène. Evidemment, il y a des particularités propres à chacun de ces territoires. Mettre en valeur ces différences fait partie de nos objectifs mais c'est encore un travail en cours pour le moment. Reste à définir quelle serait l'échelle pertinente pour évaluer ces différences. Peut-être l'intercommunalité ?

Aujourd'hui, vous semblez privilégier l'échelon intercommunal. Que deviennent les PETR ?

Nous avons eu un débat en interne. Fallait-il s'intéresser aux PETR ou aux intercommunalités ? Nous avons tranché pour ces dernières car ce sont des lieux plus opérationnels et qui ont des compétences

Mardi 25 mai 2021 (11h-13h)

« L'immigration dans les dynamiques et sociales des espaces peu denses »

Julie Formentin est doctorante en géographie (thèse soutenue le 28 mai 2021). Elle a réalisé sa thèse sous la direction conjointe de France Guérin-Pace et Christophe Imbert à l'INED et est actuellement ATER à l'Université Gustave Eiffel. Elle également membre depuis 2016 du programme de recherche CAMIGRI dédié à l'étude des migrations internationales dans les campagnes françaises.

Dans le cadre de son doctorat, Julie Fromentin insère son travail à la croisée de deux champs de recherche : les études rurales et les migrations internationales. Un positionnement théorique original que l'on pouvait jusqu'alors retrouver dans des travaux traitant de la main d'œuvre immigrée dans l'agriculture ou plus récemment des migrations d'aménités nord-européennes. La recherche de Julie Fromentin se distingue en s'intéressant à l'ensemble des populations immigrées. Un travail réalisé par le biais d'une approche exclusivement quantitative menée notamment à partir des recensements de la population. Sur le plan théorique, Julie Fromentin propose notamment de décloisonner les analyses des divisions sociales en les menant sur des espaces peu denses et d'analyser l'inscription spatiale des immigrés par leurs mobilités résidentielles.

Deux idées fortes ressortent du travail de Julie Fromentin. Selon elle, le processus d'inscription spatiale des immigrés dans les espaces peu denses combine depuis les années 1970 une déconcentration spatiale de la population et une diversification des parcours individuels et des profils des immigrés, en lien avec les recompositions socio-démographiques des campagnes françaises.

Processus de déconcentration spatiale : alors que la population immigrée augmente de manière modérée en France, Julie Fromentin analyse l'évolution de leur répartition dans les espaces peu denses depuis 1975 à l'échelle des bassins de vie. Les résultats sont clairs. On observe notamment trois dynamiques. En premier lieu, de nouveaux territoires présentant une surreprésentation de populations immigrées sont apparus à proximité de territoires qui connaissent historiquement cette surreprésentation. Il s'agit d'un processus de diffusion par contiguïté.

En deuxième lieu, certaines régions qui connaissaient une sous-représentation d'immigrés dans leur population ont progressivement perdu cette caractéristique en accueillant davantage ces populations. La Bretagne est principalement concernée. Enfin, en troisième lieu, certains pôles de concentration des populations immigrées ont progressivement disparu.

Diversification des parcours individuels et des profils des immigrés. Julie Fromentin a mené une analyse multivariée exploratoire puis une double analyse factorielle à l'échelle des individus et des bassins de vie. Elle en sort six types de bassins de vie. Les bassins de vie de l'ancienne immigration de travail, de l'immigration peu qualifiée et précaire, de l'immigration récente et qualifiée, de l'immigration qualifiée et aisée et de l'immigration des retraités et indépendants. En menant une analyse sur la trajectoire de ces bassins de vie entre 1999 et 2015, elle rend compte de la diversification des bassins de vie. Ainsi, la part des bassins de vie de l'ancienne immigration de travail, qui demeure la plus importante, a considérablement diminué durant cette période alors que les parts des bassins de vie de l'immigration récente diversifiée, de l'immigration qualifiée, et de l'immigration des retraités et des indépendants ont augmenté.

En conclusion, Julie Fromentin nous donne à voir une géographie évolutive de l'immigration dans les espaces peu denses en France qui s'éloigne des représentations sociales courantes sur ces espaces et met en lumière la contribution des immigrés aux dynamiques démographiques des espaces peu denses.

Joséphine Lécuyer (discutante)

Peut-on faire un lien entre la décroissance dans les espaces ruraux et l'inscription spatiale des étrangers dans les territoires ruraux ? Cela peut-il participer à redynamiser ces territoires ?

Ce n'est pas une question au cœur de mes recherches, toutefois ce que l'on peut dire c'est que la population immigrée augmente en moyenne dans tous les bassins de vie peu denses en France et que de ce point de vue, elle accompagne le renouveau démographique que l'on observe dans certaines campagnes et elle limite la décroissance démographique observée dans d'autres.

•••

Plus précisément, durant les années 2000, il y a des bassins de vie qui gagnent des habitants grâce à la population immigrée et malgré le recul de la population non-immigrée. Par ailleurs, le critère d'opportunité démographique est mentionné pour la répartition des centres d'accueil pour demandeurs d'asile en France. On en recense ainsi un nombre important dans les espaces peu denses.

Comment se font les modalités d'accueil des demandeurs d'asile dans les espaces peu denses ? Par ailleurs, existe-t-il des complémentarités entre les méthodes mobilisées ta thèse et celle du programme CAMIGRI ?

Faire partie du programme CAMIGRI m'a permis d'être au contact d'observations de terrain effectuées sur les populations immigrées en France, ce que je ne développe pas dans ma thèse. Je faisais partie du volet quantitatif du programme qui s'inscrivait en complémentarité de ces observations. Par ailleurs, le programme s'est intéressé à des populations qui n'apparaissaient pas dans mon travail quantitatif comme les saisonniers immigrés ou que je ne pouvais pas distinguer des autres comme les demandeurs d'asile. L'appartenance à ce groupe m'a donc offert l'opportunité d'approfondir certaines questions.

A propos des modalités d'accueil des centres, les collectivités locales réagissent plus ou moins bien à ces arrivées qui leur sont imposées. Il y a des initiatives d'accueil qui différent selon les territoires.

Au sujet de ta présentation, a-t-on des explications sur l'émergence de l'ouest comme une nouvelle région d'immigration ? Par ailleurs, que peut-on dire de la situation française par rapport aux autres pays ?

Pour être précis, la Bretagne était une région avec une sous-représentation d'immigrés qui a effectué un rattrapage. Plusieurs éléments peuvent l'expliquer : les migrations d'aménités réalisées par des nord-européens mais aussi la réindustrialisation de ces territoires. La proportion des immigrés parmi les ouvriers a beaucoup augmenté.

Sur la dimension internationale, ce travail participe à inscrire le cas français dans une littérature plus large. Il documente des processus que l'on retrouve dans d'autres pays occidentaux.

Je pense ici notamment à une littérature émergente sur le global countryside et les formes de cosmopolitisme rural qui sont renseignées dans le contexte britannique, américain, canadien... La France est rarement évoquée, or les phénomènes sont proches.

Peut-on faire des analyses sur des territoires avec moins de 5000 habitants ? Observe-t-on une corrélation entre le prix de l'immobilier et l'arrivée des immigrés dans les campagnes ?

Il y a un secret statistique renforcé car les informations sur le pays d'origine ou sur les populations immigrées sont plus sensibles que d'autres (âges, sexe, etc.). Les consignes ne sont pas les mêmes selon la date des recensements. Je ne peux pas travailler sur des territoires de moins de 5000 habitants, je dois donc exclure l'échelle communale. Malheureusement je n'ai pas eu le temps de travailler sur les données foncières donc il m'est difficile de répondre à la deuxième question.

Quelles suites donner à ce travail pour toi ? Une dimension ethnographique est-elle envisagée ? Par ailleurs, un certain nombre d'élus locaux de villes moyennes en décroissance évoquent souvent l'augmentation de la population immigrée dans leur ville. C'est un enjeu qui revient beaucoup avec parfois des propos assez durs. Est-ce un processus que l'on observe réellement ?

Sur la suite, tout cela est encore un peu flou mais je m'insère dans des projets de recherche qui ouvrent la possibilité de faire du terrain seule ou collectivement. J'ai aussi envie d'approfondir mon travail quantitatif, il serait intéressant de faire plus de zoom sur des territoires divers. A ce propos, je n'ai malheureusement pas eu le temps de voir ce que cela donnait sur les villes moyennes en décroissance.

Un grand merci à l'ensemble des participants de ce séminaire, il s'agit maintenant de clôturer cette séance et ce cycle de séminaires. Nous avons été très heureux de l'organiser et nous pensons le reconduire l'année prochaine. Nous vous tiendrons informé le cas échéant.

Contacts
Anton Paumelle : anton.paumelle@ehess.fr
Achille Warnant : achille.warnant@gmail.com